

## Le droit de suite – éléments pour discussion

Par une délibération du 8 mars 2013, le conseil d'administration a donné aux administrateurs une possibilité de communiquer, dite « droit de suite », suite à chaque séance du conseil d'administration. La nouvelle présidence souhaite poursuivre dans cette voie, pour permettre à toutes les sensibilités de s'exprimer librement et largement sur les sujets qui ont été traités dans les conseils et sur leur vision et leur appréciation des décisions prises sur les dossiers du moment. Tout en gardant l'esprit d'éventuelles incompatibilités juridiques (il ne sera pas possible, par exemple, de renvoyer purement et simplement à un blog hébergé en dehors de l'université), la présidence souhaite cette communication la plus libre possible.

Par ailleurs, le système précédent permettait un droit de suite pour chaque séance du seul conseil d'administration. Il est néanmoins une évidence que bon nombre des débats en CAC sont d'une importance égale, s'agissant de l'orientation générale de l'établissement. C'est pourquoi nous faisons la proposition suivante :

- Un droit de réponse mensuel.
- Chaque liste aura le droit aux mêmes conditions de diffusion.
- Document soumis à une modération a minima (vérification limitée aux aspects juridiques).
- Document de 3 pages maximum.
- Droit de réponse ouvert également aux personnalités extérieures.

En fonction des éléments recueillis lors du débat au conseil d'administration du 27 mai, une délibération sera proposée pour le conseil d'administration du 17 juin, et le droit de suite ainsi défini sera immédiatement opérationnel.